

Daniel Bensaïd

Désacraliser Bourdieu

Les « contre-feux » de Bourdieu s'inscrivent dans un mouvement qui va au-delà du simple refus. Il ne s'oppose pas seulement à la réaction ultralibérale mais aussi à la blairisation de la gauche gouvernementale. Son appel à « une gauche de gauche » vise juste.

Parution de son livre sur la domination masculine, du libelle de Jeannine Verdès-Leroux, multiplication de tribunes de presse : Pierre Bourdieu occupe en cette rentrée une place éminente. Ceux qui dénoncent ses stratégies de pouvoir et de communication semblent fascinés par le personnage au point de contribuer, par un effet boule de neige médiatique, à sa sacralisation.

De quoi parle-t-on au juste ? Et d'abord, pourquoi en parle-t-on ?

Pourquoi les petits livres publiés par Raisons d'agir connaissent-ils un tel succès ? Ils traduisent la rencontre entre une trajectoire intellectuelle et un renouveau des mouvements sociaux. Les vents ont tourné depuis décembre 1995. La diffusion du *Monde diplomatique*, de *Charlie Hebdo* ou de la collection Liber en témoigne. Sans devenir écarlate, le fond de l'air reprend des couleurs. L'effet Bourdieu est révélateur de ce changement.

En retournant son capital symbolique et culturel contre le discours dominant de l'expertise et de la compétence, en opposant « à un effet d'autorité un autre effet d'autorité », en détournant les stratégies de domination au service des dominés, il relégitime une parole de résistance. Beaucoup se reconnaissent dans

ses imprécations et découvrent avec soulagement que l'on peut, de la tribune prestigieuse du Collège de France, tenir des propos dont on voulait nous persuader qu'ils étaient devenus ringards et imprononçables.

Lorsqu'Olivier Mongin et Joël Roman incriminent dans *Esprit* (juillet 1998) la « fuite en avant militante du savant » passant « de la sociologie de la dénonciation » au « discours populiste de la révolte », ils manquent le principal : cet engagement participe d'une réhabilitation de la politique qui en a bien besoin. Son péché capital serait d'en rester au travail du négatif, au moment de la dénonciation, de la démolition, sans contrepartie de propositions positives ? Sans tracer une ligne, les interventions successives de Pierre Bourdieu, ses « contre-feux » s'inscrivent dans un mouvement dont les pointillés vont au-delà du simple refus. Le soutien au mouvement de 1995 soulève les questions de la solidarité sociale et du service public ; le soutien à la lutte des sans-papiers la question de l'étranger et de la citoyenneté ; le soutien au mouvement des chômeurs les questions du travail, de l'exclusion, du revenu.

C'est bien là ce qui gratouille et ce qui chatouille ses détracteurs : Bourdieu contribue à ouvrir un espace qui brise le tête à tête confortable entre une droite de gauche et une gauche de droite, entre un social-libéralisme hégémonique et un national républicanisme réactif, entre la Fondation Saint-Simon et le club Marc Bloch, entre *Le Nouvel Observateur* et *Marianne*. Il est contre l'Europe libérale et monétaire qui détruit l'espace public, mais il n'est pas pour autant contre l'Europe et il envisage sans émois un pouvoir politique supranational. Il est contre la mondialisation marchande et ses effets inégalitaires, mais il en appelle à un nouvel internationalisme. Il est

aux côtés des grévistes de décembre 1995, mais aussi contre les lois Pasqua-Debré-Chevènement.

Cette position ne s'oppose pas seulement à la réaction ultralibérale, mais aussi à une blairisation de la gauche gouvernementale. Elle fait désordre dans l'euphorie consensuelle du mondial et du jospinisme triomphant !

L'appel à « une gauche de gauche » vise juste. Il s'agit de savoir si, à quelles conditions et autour de quel projet social, la gauche peut rester de gauche. Le renouveau des mouvements sociaux est une condition nécessaire, décisive, mais non suffisante. Il faut aussi un changement des rapports de forces politiques, y compris électoraux, dans la gauche. Pierre Bourdieu ne va pas jusque-là. Pourquoi lui en faire grief ? Cette retenue a aussi ses raisons, qui tiennent au rapport problématique entre la discipline du savoir et la logique d'engagement politique. Cette question difficile ne saurait être réglée comme le font Jacques Julliard ou Olivier Mongin en incriminant le « populisme » de Bourdieu.

Dans un continent, l'Amérique latine, où l'on sait ce que populisme veut dire, il signifie une représentation fusionnelle et fétichiste du peuple, qui efface les différences de position, de hiérarchie, et surtout les oppositions de classes dans une union sacrée où tous les chats sont gris. En multipliant les lignes de fracture et de conflictualité, en pluralisant les capitaux, Bourdieu est aux antipodes de ce populisme, et surtout il refuse d'enfermer le peuple dans le ghetto des valeurs prétendues populaires.

Le reproche inverse serait mieux fondé. L'opposition, reprise dans *Contre-feux*, entre le discours scientifique du sociologue et le discours d'opinion du doxosophe décalque l'opposition platonicienne entre le philosophe-roi et le

sophiste. Il y a certes de mauvais sophistes ; ce sont les démagogues. Mais il n'y a pas que de mauvais sophistes. La politique se joue précisément dans la tension entre le philosophe et le sophiste, entre le discours du savoir et le débat d'opinion, entre la politique de la raison et celle de l'entendement. Sans la dialectique de ce rapport, il n'y a plus que vérité autoritaire d'un côté, relativisme cynique ou pragmatisme sans principe de l'autre.

La tentation d'absolutiser le discours scientifique peut ainsi conduire à un appel abstrait à l'engagement politique. Sa seule traduction

pratique serait alors l'accompagnement éclairé du mouvement social, aussi longtemps et à condition qu'il ne se mêle pas de disputer la politique à ceux qui en font précisément profession et commerce. Nous touchons ici à la charnière de l'engagement politique et de la pensée de Pierre Bourdieu. Dans le feu des polémiques récentes, on cite malheureusement plus *Sur la télévision* qu'on ne discute des livres importants comme *Raisons pratiques* et surtout les *Méditations pascaliennes*.

À la différence des sociologies positivistes, acharnées à traiter les pathologies sociales

dans un souci d'ordre et de normalité, une sociologie critique et réflexive, méditée sous le signe de Pascal, fait la part du négatif, de la contradiction, et du conflit. Elle corrige l'esprit de géométrie par l'esprit de finesse ; la tentation de la vérité et du savoir absolus par l'expérience des vérités relatives et de l'incertitude des raisons. Reste à savoir quel rapport une telle sociologie peut entretenir avec l'engagement politique. Question en suspens. Qui est l'objet et l'enjeu véritable du débat.

1999. Parution à retrouver